

Paix & Justice *Christoph Strawe*

Paix et justice s'appartiennent. Dans le Sermon sur la montagne, il est dit : « Heureux ceux qui font oeuvre de paix, car ils seront appelés fils de Dieu. » Et : « Heureux sont ceux qui ont faim et soif de justice parce qu'ils seront rassasiés. » Avec cela est indiquée une relation interne entre paix et justice. Celui qui veut durablement fonder la paix, doit aussi aider à en créer les conditions qui apaisent la faim et la soif de justice. Sans quoi la paix ne portera pas ; dans tous les cas ce sera une paix négative, simplement une non-guerre, qui débouchera en tant que telle à nouveau dans une nouvelle violence. Dans ce contexte, je voudrais poser trois questions :

1. Pourquoi la guerre est-elle aujourd'hui obsolète ?
2. À quoi ressemblerait un ordre mondial des choses qui pourrait être éprouvé comme juste ?
3. Dans quelle mesure le mouvement pour la paix est-il lui-même un symptôme d'obsolescence de la guerre ?

Dans l'empire romain valait la devise que Friedrich Glas a déjà citée : « *Se vis pacem, para bellum* ». Aujourd'hui, c'est plutôt : « Si tu veux la paix, prépares la paix » qui doit valoir plutôt. La logique qui reposait dans l'ancienne devise : « Si tu veux la paix, prépares la guerre » s'orientait sur l'armement et avec cela sur la préparation de la guerre, à savoir créer un potentiel de menace qui devait empêcher les ennemis extérieurs et les peuplades déjà soumises par Rome, à se soulever contre elle. La « *Pax Romana* » n'était certes pas une paix positive, mais elle a bien amené pourtant l'absence de guerre pendant des périodes plus longues. Il est patent aujourd'hui que la préparation d'une guerre, la construction d'un potentiel de menace, ou bien l'instauration d'un équilibre de la terreur, mène pourtant bien moins à la paix, mais peut rendre les choses au contraire encore plus compliquées et relever le danger de guerre. C'est ce que révèlent les analyses des discussions dans les contributions qui précèdent dans cette revue.

1. Pourquoi la guerre est obsolète aujourd'hui

Comment peut-on établir qu'aujourd'hui, une guerre apparaît totalement obsolète — une circonstance, qui se reflète dans la conscience de nombreux êtres humains ? D'une part, cela a à faire avec le retournement de l'attitude de l'individu envers la communauté : l'individu isolé se trouve au centre et revendique le droit d'auto-détermination sur sa vie. Et donc, il ne peut, ni ne veut plus simplement être sacrifié pour la communauté : la vie de l'individu acquiert une valeur toujours plus grande, parce qu'on ne veut plus éprouver, comme dans le passé, la communauté comme se trouvant au-dessus de l'individu.

D'autre part, l'état du développement actuel des armes de destruction massive conduit à ce que la guerre est définitivement associée au risque d'anéantissement de l'ensemble de l'humanité — on parle d'une capacité de surarmement [« *overkill* », en anglais dans le texte, *ndt*]. Depuis Hiroshima et Nagasaki, au fond, on ne peut plus parler de guerre, comme on l'avait fait auparavant. Les techniques de conduite de la guerre et les systèmes d'armements, qui se trouvent déjà en œuvre ou bien en développement ou en planification — engagement de drones, conduite hybride de guerre, systèmes d'armes automatisées et robotisées — autorisent à peine encore à se servir d'un concept de « guerre juste ». En même temps, la question demeure contestée de savoir si l'on doit laisser totalement tomber la préparation de guerre. Je me rappelle des discussions autour des accords de Munich portant sur la question de savoir si tous ceux qui s'étaient directement engagés pour la paix et le désarmement dans ces accords, n'avaient pas contribué à aider Hitler à débiter la seconde Guerre mondiale. Ce sont là de graves questions, dont on ne doit pas simplement se défaire. Et pourtant : Où reste donc la justice dans le cas d'une guerre atomique ? Qui peut encore en appeler à mener en Syrie une guerre juste — en affirmant dans le même temps ne pas poursuivre d'intérêts de pouvoir — lors de laquelle on parle joliment de « dommages collatéraux » pour désigner le bombardement des civils ? L'évitement de la guerre au moyen d'un travail pacifique actif, pour un ordre de paix, est la première tâche pour garantir une sécurité intérieure et extérieure.

Paix et droits de l'homme

Donc nous évitons la guerre en préparant la paix. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Beaucoup de choses à ce sujet ont déjà été dites dans les contributions précédentes. Paix, droits de l'homme et justice sociale s'appartiennent. Dans cette mesure une paix peut être considérée comme un état de garantie des droits de l'homme. Ne se présente-t-il pas ici que nous ayons à faire avec une paix négative, à savoir, une non-guerre, par la juxtaposition simple des peuples et des cultures ? Mais en oeuvrant seulement les uns avec les autres, nous produisons réellement dans le temps actuel et ensemble, la paix et les bases pour les droits de l'homme généraux. C'est pourquoi ces derniers ne sont pas dits « universels », parce qu'ils ne protègent pas dans l'universalité, mais au contraire, ils protègent l'individu aussi de l'universalité comme de l'État. Ils ne sont pas accordés à l'individu par la généralité, mais ils reviennent universellement à tout être humain, simplement parce qu'il est un être humain. Mais ils doivent être reconnus ensuite par la communauté étatique, afin qu'ils puissent être transposés.

Dans ce contexte il y a aussi la grande question de savoir quel aspect aurait une protection plus robuste des droits de l'homme. Nous savons avec cela aujourd'hui que lors d'interventions militaires pour de tout autres objectifs, les droits de l'homme sont utilisés comme prétexte. Si l'on refuse cela à partir d'une bonne raison, cela ne veut pas dire que l'on ne doit pas s'interroger sur comment il existe donc un monopole de force de l'état dans un territoire particulier et comment est à réaliser ce qui protège les droits et la sécurité des êtres humains au niveau des contextes plus grands. Étant donné qu'il y a une grande discussion au sujet d'une fédéralisation du monde, d'un Parlement mondial et d'une association mondiale des états. Mais si l'on ne change rien d'autre pourtant que d'établir la notion d'état actuel sur un plan encore plus élevé et dans de plus vastes dimensions, cela ne fera que multiplier les problèmes que nous avons déjà avec l'état lui-même dans ces dimensions d'aujourd'hui. Comment donc la paix juridique peut-elle être maintenue dans un monde qui grandit toujours ?

Un ordre juste, les uns avec les autres dans la multiplicité

Au sujet de la deuxième question : un ordre juste au sens des droits de l'homme n'est pensable que si nous garantissons la liberté spirituelle de l'individu et que nous créons la diversité sur cette base, dont il était déjà question ici. Autrement, nous atterrissons sans résistance dans un choc de civilisations [« *clash of Civilisations* », en anglais dans le texte, *ndt*] : les collectifs culturels entreraient réciproquement en conflits. Un « les uns avec les autres dans la multiplicité » est donc nécessaire dans lequel vaille le primat de l'individu. Pour en arriver là, nous devons répondre à la question de savoir dans quel rapport se trouvent le droit et la liberté. L'égalité juridique veut dire prendre part et pouvoir participer. Mais la participation s'ensuit d'une manière différenciée dans divers champs des spécialisation. Il faut donc réfléchir, ou selon le cas discuter de qui décide de quoi, à quel niveau et dans quel contexte : où l'individu décide, où décident les concertations et contrats entre les individus et groupes, à savoir là où tous décident par élections et référendums et là où décide l'expérience factuelle ? Le principe d'égalité renferme la même liberté de chacun, autrement nous aurions à faire avec un nivellement. Mais l'égalité dans la communauté juridique n'aurait pas non plus de terrain réel, si elle niait la fraternité : l'égalité ne veut pas dire passer la nuit sous les ponts pour le pauvre comme pour le riche en ayant le même droit.

Ainsi en arrive-t-on, en partant des droits d'égalité, à la question de la fraternité et à celle de l'équité économique : tous doivent pouvoir prendre part et contribuer. Ce sont là des piliers fondamentaux d'une société équitable. Et une société équitable n'autorise justement pas que l'on mette en loterie la liberté contre l'égalité et la fraternité et de même l'égalité contre la liberté et la fraternité et ainsi de suite. Cela doit être maintenu en équilibre, afin qu'un sous-système sociétal ne domine pas l'autre, mais qu'au contraire les sous-systèmes interagissent de manière telle que les êtres humains puissent organiser eux-mêmes leurs conditions sociales conformément à la vie sur les différents champs de la société dans son ensemble : dans la vie culturelle, la vie juridique et la vie économique. À l'occasion de quoi une vie culturelle comprise plus précisément signifie tout ce qui vient dans l'organisme social à partir des facultés de l'être humain individuel.

Une paix par surmontement de soi

Le chemin pour cela y conduit tout particulièrement sur le développement de faculté de paix de l'être humain individuel. Ce discernement appartient à l'aspect intérieur de la question sociale. Udo Herrmannstorfer a déjà mentionné cela dans la description des méditations que l'on peut cultiver : pour tirer au clair ce dont on est redevable aux autres, mais à présent, dans l'exercice de la nouvelle qualité soldatesque du surmontement de soi. Le surmontement de soi est une tâche de l'être humain individuel sur le chemin de la liberté, sur lequel il se métamorphose et peut devenir un fondateur de paix, tandis qu'il développe ce que l'anthroposophie appelle le Soi spirituel. La parole du Christ : « Je vous donne ma paix », signifie, considérée ainsi : « Je vous donne le Soi spirituel ». Angelus Silesius écrivit : « si tu vaincs en toi toute nervosité et tumulte, alors Michaël précipite le dragon du ciel ». Sans surmontement de soi, il n'existe donc aucun développement de la faculté de paix.

3. Le mouvement de la paix comme symptôme

Venons-en à présent à mon troisième point, le mouvement de la paix. Je vois ce mouvement au 20^{ème} et 21^{ème} siècles comme un symptôme pour le devenir anachronique de la guerre, ou selon le cas, pour que la guerre soit ressentie de plus en plus comme un anachronisme. Il y avait déjà auparavant des précurseurs d'un mouvement de paix — en Grèce au 4^{ème} siècle av. J.-C. Par exemple des tentatives d'assurer la paix par des traités qui obligent en droit international, au 10^{ème} siècle ap. J.-C., par le mouvement de la paix de Dieu émanant du sud de la France en réaction aux querelles qui faisaient rage parmi la noblesse féodale.¹ Mais un véritable mouvement de la paix naquit aux temps modernes, en commençant par les Lumières. Kant développa dans son œuvre : « *De la paix éternelle* », les idées de base qu'entre les états et territoires de la Terre, le principe du droit devait remplacer la violence. Cette idée agit jusqu'à aujourd'hui à l'encontre de toutes sortes de contradictions.

Commencements d'un mouvement de paix organisé

Une large opposition contre la guerre et les préparatifs de guerre du mouvement pour la paix surgit au milieu du 19^{ème} siècle avec la guerre de Crimée (et la fondation de la Croix rouge). En 1889, parut le fameux livre de Bertha von Suttner « *Bas les armes* ». En 1891 les Pacifistes européens se réunirent à Rome pour la troisième conférence de la paix. Le 18 novembre 1892, Suttner et Alfred Herrmann Fried, fondèrent à Berlin la Société allemande pour la paix. Elle existe encore comme *Deutsch Friedensgesellschaft – Opposant(e)s aux services de guerre* — Elle fut interdite sous la dictature nazie. Des groupes pacifiques surgirent dans de nombreux pays européens et aux Etats-Unis. Ils furent désignés ainsi à partir de 1901.²

Il existe diverses directions à l'intérieur du mouvement pour la paix :

- Des Pacifistes qui suivent les paroles futures des Verts : « Créer une paix sans armes ».
- Et d'autres qui ne s'approprient qu'en partie la désignation de « Pacifistes », qui prévoient un processus plus long et suivent plutôt la devise : « créer la paix avec de moins en moins d'armes ». Helmut Kohl se mit les Verts à dos en reprenant cette parole pour prendre position pour le mouvement de la paix de la société civile.

¹ Voir <https://de.wikipedia.org/wiki/Friedenbewegung>

² Rudolf Steiner s'exprima d'une manière très critique sur les mouvements pacifistes de cette époque et sur les idées de réarmements, qu'il tenait en partie pour illusoire et impuissantes. Il regrettait l'absence d'idées constructives, sans lesquelles toute paix durable lui semblait impossible : « Pour mener la guerre ou une révolution, on n'a pas besoin d'idées. Pour maintenir la paix, on a besoin d'idées, autrement surviennent des guerres et des révolutions » (*Fondements historiques du développement pour la formation d'un jugement social*, GA 185a, Dornach 2004, p.39). Dans ce contexte, il critiquait la phrase souvent citée de Karl von Clausewitz : « La guerre est la continuation de la politique avec d'autres moyens », par la remarque qu'il n'existait aucune phrase plus stupide que celle-là, car elle est bâtie sur le modèle de logique de la phrase suivante : « Le divorce est la continuation du mariage par d'autres moyens » (ibid, p.212). Le divorce est justement l'échec du mariage comme la guerre l'échec de la politique.

- Il y eut très tôt une sorte de scission entre le mouvement pour la paix des bourgeois pacifistes et les activités politiques de paix du mouvement ouvrier. Plus tard, par exemple après l'introduction de la journée anti-guerre en 1918 des parties de ces mouvements se rapprochèrent un peu plus.
- Avec la première Guerre mondiale, on en arriva aussi à une scission à l'intérieur du mouvement des ouvriers. La majorité des Démocrates-sociaux tenaient l'ennemi russe pour tout aussi dangereux pour la démocratie et pour tout ce qui était sacré pour eux en tant que Démocrate-sociaux, au point qu'ils voulurent conclure une union sacrée avec le *Kaiser* et lui accorder les crédits de guerre. D'autres parties du mouvement ouvrier virent cela comme une trahison.³ Les groupes les plus influents furent les Bolcheviques [en Russie, *ndt*] qui exigèrent de retourner les armes et de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Seule la victoire du prolétariat pouvait créer la paix. La révolution s'accomplit sous les paroles populaire « la Paix, le pays et du pain ».

Contre le réarmement

Après la seconde Guerre mondiale, il y eut une phase durant laquelle les gens, sous l'impression de l'horreur, furent très ouverts pour l'idée d'un état de droit entre les nations. « Plus jamais la guerre », telle était la devise correspondant à cette atmosphère dont se nourrissaient aussi les espoirs d'un rôle encourageant la paix de l'ONU fondée en 1945. Mais bientôt la Guerre froide vint décider de la situation météorologique générale. La peur d'une guerre atomique se répandit aussi en Allemagne. L'Allemagne de l'Ouest devint le *juniorpartner* [« associée-adjointe », en anglais dans le texte, *ndt*] des USA, l'Allemagne de l'Est adjointe au camp socialiste. Un mouvement pour la paix se développait à présent, qui s'orientait avant tout contre un réarmement de l'Allemagne. Le mouvement extra-parlementaire « *Kampf dem Atomtod* [Lutte contra la mort atomique] » de la fin des années 1950 s'empara de vastes masses. Le début des années 1960 du mouvement de l'*Ostermarsch* reste aujourd'hui vivant sur une échelle réduite.

³ Henri Bogdan, dans son *Histoire de l'Allemagne, de la Germanie à nos jours* chez **Tempus** (Perrin 2003) dit à ce propos, dans le paragraphe « *Les problèmes intérieurs de 1914-1917* » (pp.339-340) : « (...) Les difficultés de la vie quotidienne, les queues devant les magasins, les prix sans cesse en augmentation eurent vite fait de mettre fin à l'enthousiasme des premiers jours de la guerre. Si la majorité de la population accepta jusqu'à la fin les sacrifices que la guerre imposait, et ce par patriotisme, des groupes, très minoritaires au début mais qui s'étoffèrent avec le temps, manifestèrent peu à peu leur opposition à la poursuite du conflit. Au sein du SPD, en décembre 1914, un seul député **Karl Liebknecht**, avait refusé de voter les crédits militaires ; ils étaient deux en mars 1915 et vingt en décembre. À Zimmerwald, en septembre 1915 et à Kienthal, en avril 1916, l'**Internationale socialiste** s'était prononcée contre l'union sacrée et en faveur de la paix. Cette prise de position trouva un écho dans la gauche radicale du SPD, ou **Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Wilhelm Pieck, Paul Lévi** s'organisèrent pour lutter contre « la guerre impérialiste ». Ils furent à l'origine du groupe **Spartakus**, qui se constitua en septembre 1916. À ce moment-là, Liebknecht était en prison pour avoir organisé les manifestations du 1^{er} mai 1916 contre la guerre.

Les événements de Russie eurent des répercussions au sein de la gauche allemande. La majorité du SPD se réjouit des perspectives de paix qu'entraînait la révolution russe pour imposer la paix. Les manifestations se multiplièrent au cours de l'hiver 1916-1917. Le 18 janvier 1917, après que la majorité de la direction du SPD eut décidé l'exclusion des contestataires de gauche, ces derniers, réunis à Gotha les 6 et 7 avril, décidèrent de créer un nouveau parti socialiste, l'USPD (Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne) avec Haase, Ledebour, Kautsky, rejoints bientôt par les Spartakistes. À côté des socialistes *majoritaires* du SPD, on eut désormais les socialistes *indépendants*. (voir G. Badia : *Les spartakistes*, Paris 1966, p.20). L'USPD n'était pas le seul parti à désirer la paix. Le SPD lui-même, les progressistes, certains nationaux-libéraux, conscients des dangers que représentait l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, décidèrent d'agir dans le cadre parlementaire. Sur la proposition du député catholique Erzberger, le *Reichstag* adopta, le 19 juillet 1917, par 212 voix contre 126 et 17 abstentions, une « résolution de paix » conçue en ces termes : « Le *Reichstag* désire une paix d'entente et de réconciliation entre les peuples. Les conquêtes territoriales obtenues par la force, les mesures violentes d'ordre politique, économique et financier sont incompatibles avec une paix de ce genre. » Cette motion, qui venait après l'échec des tentatives de paix séparée de l'empereur Charles d'Autriche et de l'appel à la paix du pape Benoît XV, demeura sans effet. Au gouvernement, on avait une toute autre idée de la paix future. On envisageait des annexions à l'ouest comme à l'est. On imaginait la création d'un vaste ensemble économique et douanier sous la direction de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie avec tous les pays d'Europe centrale et septentrionale — la reconstitution d'un état polonais « protégé » était même envisagée —, comme le recommandait Friedrich Naumann dans son ouvrage *Mitteuropa* paru en 1915. Et les revendications à l'ouest se montrèrent plus discrètes en 1917, on semblait bien décider à créer à l'est une vaste zone d'influence avec des états protégés, Pologne, États baltes, Finlande, voire Ukraine. En 1918, alors que le sort de la guerre se jouait sur le front français, ce programme était encore à la base de la paix future à l'est. (fin de citation du paragraphe). *ndt*

Le mouvement de la paix connut une culmination en RDA, lorsqu'en 1981 et 1983, plusieurs centaines de milliers de personnes manifestèrent contre le réarmement suite à la décision du doublement des armes de l'OTAN en Europe. Cette décision prévoyait la mise en place de fusées Pershing, pour compenser une soi-disant suprématie des fusées russes SS-20, en proposant dans le même temps des négociations sur le contrôle des armements. Le puissant mouvement pour la paix d'alors rayonnait aussi dans la politique. Dans le SPD, par exemple, une opposition se forma contre la course aux armements, dont Erhard Eppler et Oscar Lafontaine étaient les porte-parole. Il est vrai que les opposants à l'armement n'eurent jamais la majorité au *Bundestag*. Quant au contrôle des armements, il ne fut obtenu que sous l'ère Gorbatchev.

Mouvement contre la guerre au Vietnam

L'évolution prit les devants sur nous : à la fin des années 1960 surgit un mouvement mondial contre la guerre au Viêt Nam. Des milliers de personnes manifestèrent dans les rues. Pour beaucoup, cette guerre fut une sorte d'expérience d'éveil, et aussi pour moi : de devoir voir des images et photos qui montraient comment les Vietnamiens étaient torturés par des soldats US, des images de victimes du napalm, cela a déclenché beaucoup de choses. Je le rattachai alors au mouvement étudiant de gauche, comme beaucoup à cette époque. Mais à cette époque aussi la discussion se répandit entre ceux qui exigeaient « la paix pour le Viêt Nam » et les groupes de l'ultra-gauche qui était d'avis que c'était une trahison et une illusion et qui diffusaient la parole : « Pour la victoire du combat des peuples ! ». Parmi eux Tom König fut bien connu car il prit tellement ces paroles au sérieux qu'il prodigua son héritage, qui n'était pas peu considérable, au Viêt Kong. Plus tard il devint trésorier municipal de Francfort et agit dans la commission des droits de l'homme au *Bundestag*. En 1989 l'espoir grandit sur la paix et l'armement, mais fut bientôt détruit. Après une phase où il sembla que l'on s'en tirât mieux les uns avec les autres, comme s'il pût y avoir une entente et certains progrès dans le désarmement et puis nous en arrivâmes au contraire finalement à une nouvelle culmination que nous vivons aujourd'hui.

Nouvel essor du mouvement pour la paix ?

J'approuve ceux qui disaient que le mouvement de la paix a besoin d'un nouvel essor. Dans l'instant il s'affaiblit de fait et il est insuffisamment à la hauteur des tâches gigantesques devant lesquelles il se trouve. Changer cela c'est notre affaire. En cela, il me semble important que le mouvement pour la paix doit toujours apprendre, à partir d'un anti-mouvement, à devenir un mouvement fondateur de paix qui donne des coups aux gouvernements et exercent une pression sur eux, tel qu'on en est arrivé ici à l'exprimer dans les contributions. Un individu aide peu, il importe de s'unir aux autres au bon moment, est-il dit en effet dans le conte de Goethe – cela est une chose. Il est bon que nous unissions entre nous et avec d'autres groupes qui oeuvrent dans ces questions qui assurent la paix. Mais l'autre principe concorde aussi que tout un chacun fait la différence. Le 19 mai de cette année [2017, *ndt*], mourut Stanislav Petrov qui, en 1983, alors officier dirigeant la centrale de commande de la surveillance satellitaire soviétique, classa comme fausse – sous sa propre responsabilité – le déclenchement d'une attaque de fusées nucléaires intercontinentale des USA sur l'URSS, communiquée par le système, ce qui s'avéra par la suite correct. S'il avait omis de le faire, cela eût bien déclenché l'enfer atomique.

Là où est exercée une telle veille et que règne une telle responsabilité individuelle, quand bien même par de nombreuses petites gens, en rapport à l'exemple des actes non-spectaculaires du travail pour la paix, là nous pouvons créer les conditions nécessaires à un nouvel essor du mouvement pour la paix.

Sozialimpulse 4/2017.

(Traduction Daniel Kmiecik)